

PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX ...

Au sud de l'Espagne, des légumes et des fruits sont cultivés sur des surfaces de 40'000 ha en tunnels de plastique – ce qui correspond presque à la moitié de la surface du canton du Jura. Des produits de cette région sont importés en Suisse.

Les ouvrières et ouvriers agricoles en provenance de l'Europe de l'Est ou d'Afrique du Nord y sont employés dans de véritables conditions d'esclavage. Des horaires sans fin pour un salaire de misère, souvent sans prestations sociales. Certaines travailleuses se voient même confisquer leur passeport et ne peuvent circuler librement durant leurs quelques heures de liberté. Les cas de harcèlement sexuel sont monnaie courante.

Les conditions écologiques sont également inadmissibles. Outre l'utilisation massive d'eau, de nouveaux champs sont régulièrement aménagés au détriment d'une des plus grande pinède du littoral atlantique de manière illégale. Les fraises, particulièrement sensibles, subissent de très nombreux traitements chimiques. Les vieux plastiques sont brûlés au bord des champs qui sont souvent proches de grandes zones industrielles, contaminant ainsi le secteur de dioxine et de métaux lourds.

Alors que l'on est toujours plus exigeant, à juste titre, avec notre agriculture, ces importations bon marché de denrées produites dans des conditions aussi contestables nous amènent à inviter le Parlement à exercer le droit d'initiative de l'Etat en matière fédérale – prévu à l'article 84 litt o de la Constitution jurassienne – pour demander que

- Le Conseil fédéral s'engage dans les négociations avec l'OMC et l'UE pour que soient instaurées des conditions de travail justes et mises en place des méthodes de production durables pour tous les produits importés en Suisse.
- Toutes les denrées importées en Suisse présentent une déclaration concernant les conditions sociales et la durabilité de leur production.
- Les denrées alimentaires produites dans des conditions sociales qui sont en contradiction flagrante avec les standards de notre pays soient interdites d'importation en Suisse.

Delémont, le 25 avril 2007

Groupe CS-POP/VERTS
Erica Hennequin